

## Éditorial

### L'ANNÉE 2020 ENTRE ÉPREUVES ET ESPOIRS

L'année 2020 finissante a été riche en événements à l'Office du Niger avec des hauts et des bas. Avec la nouvelle direction sous la férule d'Abdel Karim Konaté, elle a démarré dans des conditions satisfaisantes, compte tenu des efforts énormes consentis pour la bonne exécution des travaux d'entretien, garantissant ainsi aux producteurs un bon service de l'eau en termes d'irrigation et de drainage. Ces efforts ont été soutenus par l'installation précoce des pluies, avec une bonne répartition dans le temps et dans l'espace qui a favorisé le déroulement correct des travaux de préparation du sol et de mise en culture. Ce bon départ n'a malheureusement pas empêché la saison d'hivernage de cette campagne d'être marquée par de grandes difficultés.

En effet, la campagne agricole de cette année a été abondamment arrosée, en un laps de temps très court, par de fortes pluies qui ont provoqué, par endroits, des inondations de champs et de villages.

De plus, l'Office du Niger a réceptionné des quantités d'engrais subventionnés qui ne couvraient que 37,51% des besoins des casiers en engrais de fond et 40,73% en engrais de couverture. De plus, leur distribution, qui a connu un grand retard, n'a eu lieu qu'en septembre 2020, à raison de deux sacs à l'hectare au lieu des six qui constituent la norme vulgarisée.

Parallèlement à ces lacunes techniques, la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée dans le cercle de Niono, empêchant les producteurs de certains casiers de procéder à la récolte des parcelles arrivées à maturité. Dans le casier de Farabougou, zone de Kouroumari, la superficie affectée est d'environ 1.106,02 ha, soit une perte de production estimée à 7.034,29 tonnes.

Malheureusement, il y a également eu des pertes en vies humaines, des disparus et des dégâts matériels considérables : destruction de maisons, de batteuses, de motoculteurs, de stocks d'engrais etc..., incendies de parcelles à maturité et de gerbiers, dynamitage de ponts.

Afin de convenir des mesures palliatives à mettre en œuvre pour soulager les populations affectées par cette situation, le PDG de l'Office du Niger, Abdel Karim Konaté, a rencontré les responsables des producteurs, notamment, les délégués, les comités paritaires, les syndicats et les chefs de village. Avec eux, il a initié des mesures idoines afin de soulager les producteurs agricoles. Celles-ci s'articulent autour de trois points essentiels dont certains aspects doivent être étudiés et précisés : un dégrèvement spécial, l'augmentation des quotas des superficies autorisées pour la contre-saison et des aides ciblées de l'État et des PTF en faveur des sinistrés.

Ces grandes difficultés ne doivent cependant pas faire oublier deux faits majeurs porteurs d'espoir dans l'avenir pour la nouvelle direction de l'Office du Niger.

Il s'agit, d'abord, de la réhabilitation de 700 ha dans la zone de Kolongo. La particularité de cette opération qui coûtera environ 1,8 milliard de FCFA, est qu'elle est financée par l'Office du Niger sur ses ressources propres. Les travaux ont été lancés le 19 décembre dernier par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Mohamed Ould Mahmoud. Le projet va permettre de doubler la production dans cette zone pour la faire passer de 3 à 6 tonnes par ha et ainsi lutter efficacement contre la pauvreté et progresser vers la sécurité alimentaire.

Autre motif majeur d'espoir, la signature avec la KfW d'une convention de financement de 26,2 milliards de FCFA (don) pour le projet N'Débougou IV. C'était le 21 décembre dernier, au département des Affaires étrangères. Ce don, faut-il bien le préciser, est destiné à augmenter la production, renforcer la gouvernance et améliorer les conditions de vie des exploitants agricoles.

**Moriba SANOGO**  
Assistant au SCOM

### 47ème session ordinaire du conseil d'administration de l'Office du Niger : DES INITIATIVES INNOVANTES POUR SOULAGER LES EXPLOITANTS AGRICOLES

Lire en page 2



### 1,8 milliard de FCFA pour réhabiliter 700 ha à Kolongo : L'OFFICE DU NIGER ENGAGE SES RESSOURCES PROPRES

Lire en page 3



# 47ème session ordinaire du conseil d'administration de l'Office du Niger : DES INITIATIVES INNOVANTES POUR SOULAGER LES EXPLOITANTS AGRICOLES

Cette session s'est tenue dans un contexte particulièrement difficile dû à des phénomènes exogènes - la surabondance des pluies, l'insuffisance des engrais subventionnés et l'insécurité - qui ont caractérisé la campagne agricole 2020-2021 en cours. Malgré ces difficultés, l'Office du Niger a multiplié des initiatives qui sont en passe d'aboutir pour soulager les exploitants agricoles.

**A** l'ordre du jour de cette 47ème session du conseil d'administration de l'Office du Niger, tenue le 28 décembre 2020 à l'hôtel Indépendance de Ségou, figuraient : l'examen et l'adoption du procès-verbal de la session ordinaire précédente, le bilan de campagne agricole 2019-2020, celui de l'exécution du Programme annuel d'entretien du réseau hydraulique (exercice 2019 au 31 décembre 2019) et la présentation de la physionomie de la campagne agricole 2019-2020 au 30 novembre 2020. Les administrateurs ont également discuté le document relatif au point d'exécution des travaux du Programme annuel d'entretien du réseau hydraulique (exercice 2020) et celui du même Programme (exercice 2021). Ils ont également étudié le plan de la campagne agricole 2020-2021, le projet de budget (exercice 2021) ainsi que celui du rapport de synthèse de la Direction générale sur le rapport de l'audit externe effectué par le cabinet DIARRA sur la période 2017-2018-2019.

La campagne agricole 2020/2021 en cours, seconde du contrat-plan 2019/2023, avait un objectif de production de 896 935 tonnes de riz sur une superficie de 143 542 ha et un rendement moyen de 6,24 t/ha. A la date du 30 novembre 2020, la mise en valeur en saison a été de 124 288,83 ha. Le sondage statistique affiche un rendement moyen en casier de 6,36 t/ha.

Cette campagne a démarré dans des conditions satisfaisantes, compte tenu des efforts énormes consentis pour la bonne exécution des travaux d'entretien, garantissant ainsi aux producteurs un bon service de l'eau en termes d'irrigation et de drainage. Par ailleurs, l'installation précoce des pluies, avec une bonne répartition dans le temps et dans l'espace, a favorisé le bon déroulement des travaux de préparation du sol et de mise en culture.

Malgré ce bon démarrage, la saison d'hivernage de cette campagne a été marquée par de grandes difficultés. Le sous-équipement des producteurs et le manque de main d'œuvre ont, en effet, contrarié la bonne conduite des opérations culturales. S'y ajoutent les quantités d'engrais subventionnés accordées à l'Office qui ne couvraient que 37,51% des besoins des casiers en engrais de fond et 40,73% en engrais de couverture. Leur distribution, qui a connu un grand retard, n'a eu lieu qu'en septembre 2020, à raison de deux sacs à l'hectare au lieu des six qui constituent la norme vulgarisée.

L'insécurité demeure aussi une contrainte majeure qui joue négativement sur le bon déroulement des opérations culturales en limitant la mobilité des producteurs ainsi que celle des agents d'encadrement dans leur mission de suivi des irrigations et d'appui conseil. A titre d'exemple, dans le casier de Farabougou, zone de Kouroumari, la superficie affectée est d'environ 1.106,02 ha, soit une perte de production estimée à 7.034,29 tonnes. Il y a eu également des pertes en vies humaines, des disparus et des dégâts matériels considérables : destruction de maisons, de batteuses, de motoculteurs, de stocks d'engrais etc..., incendies de parcelles en maturité et de gerbières, dynamitage de ponts. A ce propos, le PDG de l'Office du Niger, Abdel



*L'Office du Niger aura lui-même besoin d'un accompagnement financier pour compenser les dépenses engendrées par la destruction des ouvrages hydrauliques et les pertes de recettes*

Karim Konaté, a lancé un vibrant appel : « Il importe que des dispositions idoines soient prises dès à présent pour sécuriser cette zone stratégique, l'une des seules, à même de garantir à notre pays une production conséquente, affranchie des aléas climatiques ».

Dans le but de convenir de mesures palliatives propres à soulager les populations affectées par cette situation, le PDG de l'Office du Niger, Abdel Karim Konaté a rencontré les responsables des producteurs, notamment, les délégués, les comités paritaires, les syndicats et les chefs de village. Ceux-ci ont formulé les doléances suivantes : procéder à un dégrèvement spécial pour cause d'insécurité ; accorder plus de temps pour le paiement de la redevance-eau ; augmenter le quota des superficies autorisées pour la contre-saison ; demander des aides ciblées à l'État et ou aux PTF en faveur des sinistrés. Sur tous ces points, l'Office du Niger a apporté les apaisements nécessaires et formulé des réponses. En ce qui concerne, par exemple, le dégrèvement spécial, les évaluations nécessaires seront faites par une commission ad hoc comprenant des représentants de la tutelle, de l'Office et des producteurs.

Pour ce qui est du report du délai de paiement de la redevance-eau, le PDG a insisté sur le fait que le paiement de la redevance-eau doit se faire normalement afin de ne pas mettre en péril la seule source de financement de l'entretien des réseaux secondaires. À la fin du délai légal, des mesures éventuelles seront décidées en fonction de la situation qui prévaut.

En ce qui concerne l'augmentation des superficies autorisées en contre-saison, le PDG a promis de consulter la Direction nationale de l'Hydraulique, assurant la présidence de la commission de gestion de la retenue d'eau de Sélingué et du barrage de Markala, par ailleurs, membre du Conseil d'administration de l'Office du Niger, pour convenir des superficies qui peuvent être mises en valeur en fonction de la disponibilité de l'eau.

Enfin, pour les aides spéciales à demander à l'État et ou aux PTF en faveur des producteurs sinistrés, le PDG de l'Office du Niger s'est engagé à faire le plaidoyer nécessaire auprès des autorités compétentes. A ce niveau, il convient de noter que l'Office du Niger aura lui-même besoin d'un accompagnement financier pour compenser les dépenses engendrées par la destruction des ouvrages hydrauliques et les pertes de recettes qui vont découler du dégrèvement dont le niveau dépasse déjà la limite autorisée de 1% des superficies emblavées.

Evoquant le budget, le Président directeur général de l'Office du Niger a indiqué qu'il est équilibré en emplois et en ressources à 37,223 milliards de FCFA contre 34,093 milliards en 2020, soit une augmentation de 11% consécutive à l'évolution du planning de réalisation des projets en activité durant l'exercice 2021. Ce projet de budget table sur une continuité de la coopération avec l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers et la contribution de l'État à travers le Contrat-Plan.

# Office du Niger : 26,2 MILLIARDS DE FCFA POUR LE PROJET DE N'DÉBOUGOU IV

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Zéini Moulaye, et la directrice du bureau de la KFW au Mali, Silvia Paschke, ont signé, le 21 décembre, au département des Affaires étrangères, les documents relatifs à cinq conventions de financement d'un montant total de 85,6 millions d'euros, soit 56 milliards de FCFA. Ces financements sont destinés à des secteurs prioritaires parmi lesquels l'irrigation en zone Office du Niger, à hauteur de 26,2 milliards de FCFA. Ce projet est destiné à augmenter la production, renforcer la gouvernance et améliorer les conditions de vie des producteurs. Outre l'Office du Niger, les PME-PMI, à travers la BNDA ont également bénéficié du financement de la KFW (10,7 milliards de FCFA). La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Economie et des Finances, Alousseini Sanou, du PDG de l'Office du Niger, Abdel Karim Konaté, du DG de la BNDA, Souleymane Waïgalo, ainsi que de l'ambassadeur d'Allemagne au Mali, Dr Dietrich Pohl

Le projet N'Débougou IV s'inscrit dans le cadre d'une vaste initiative de réhabilitation des aménagements démarrée en 1980 afin de faire face à la vétusté des infrastructures d'irrigation des premiers périmètres. Ce programme engagé avec le concours des bailleurs de fonds a déjà permis de réhabiliter 52.900 hectares dans toute la zone Office du Niger. Plusieurs casiers ont été aménagés dans la zone de N'Débougou grâce à des financements de la KFW. Il s'agit du casier de Boloni 2 650 ha allant du Partiteur B1 au Partiteur B5, qui a été réhabilité entre 1995 et 1997 dans le cadre du Projet N'Débougou – Tranche I.

Ensuite, le casier de Boloni 2 892 ha allant du Partiteur B6 au Partiteur B10 et incluant la Branche Est (Partiteurs BE1 à BE6) a été réhabilité entre 2001 et 2003 dans le cadre du projet N'Débougou - Tranche II. Dans ce projet une extension de 747 ha (Partiteurs BE7 et BE8) a été réalisée sur la Branche Est.

Il y a aussi le Projet N'Débougou - Tranche III qui a concerné l'extension de 2 003ha dans le casier de Boloni sur la Branche Est du Partiteur BE9 au Partiteur BE14. Les travaux ont été réalisés entre 2009 et 2011.

Les opérations sur le casier de Siengo extension ont concerné l'extension de 1 363 ha, et la réalisation d'infrastructures sociales (6 puits, 1 école, 1 centre de santé, 354 maisons d'habitation). Les travaux ont été terminés en 2014.

Enfin, le Projet KIE a inclus la réhabilitation et l'extension du drain Kala Inférieur Est (Drain KIE) sur 45 km, la réhabilitation d'une partie de l'hors casier de Dina (300 ha) et la construction d'infrastructures sociales (12 puits, 1 école, 148 maisons d'habitation).

Le présent financement concerne donc le casier de N'Débougou même, dont le coût global est estimé à environ 33,4 milliards de FCFA, sur lesquels, la subvention allemande est de 26,2 milliards de FCFA.

Le projet dispose de trois volets : la réhabilitation et la construction d'infrastructures, les mesures d'accompagnement pour la mise en valeur des infrastructures et le renforcement de la gouvernance à l'Office du Niger.

Ces réalisations vont permettre d'augmenter la production agricole des petits agriculteurs.

Plus concrètement, le projet doit

permettre d'améliorer l'irrigation de près de 25.000 ha, l'amélioration du système de drainage pour 80.000 ha, la diminution des inondations des villages et des parcelles, la réhabilitation de 4 200 ha pour les bénéficiaires, l'amélioration des

conditions de vie et des revenus des populations de plusieurs communes de Niono.

Le projet doit être mis en œuvre dans un délai de 6 ans.

Le PDG de l'Office du Niger, Abdel Karim Konaté, a remercié la

République d'Allemagne et la KFW pour leurs nombreux appuis financiers au géant de la riziculture au Mali. Il a salué des appuis qui seront d'un apport inestimable pour l'entreprise.

Youssef CAMARA / scom

## 1,8 milliard de FCFA pour réhabiliter 700 ha à Kolongo : L'OFFICE DU NIGER ENGAGE SES RESSOURCES PROPRES

L'initiative de l'Office du Niger de prendre en charge cette enveloppe sur ses deniers propres suscite la fierté des populations bénéficiaires et les félicitations appuyées du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Mohamed Ould Mahmoud, qui a lancé les travaux de réhabilitation de ces 700 ha, ce 19 décembre 2020 à Kolongo

Pour sa première sortie en zone Office du Niger, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche n'effectuait pas une classique visite de prise de contact : Mohamed Ould Mahmoud est venu lancer les travaux de réhabilitation de 700 ha sur le partiteur K1 du casier de Kokry dans la zone de production de Kolongo. D'un coût d'environ 1,8 milliard de FCFA, ce chantier est financé sur ressources propres de l'Office du Niger. Pour cette heureuse circonstance, le chef du département de l'Agriculture était accompagné du commissaire à la Sécurité Alimentaire, Radouane Ag Mohamed Ali, du Directeur général du Génie Rural, Alhassane Ag Aghatam. Figuraient également dans la délégation, Alassane Traoré, le gouverneur de la région de Ségou, El Hadji Kola Diallo, le président de la Chambre d'Agriculture de Ségou, ainsi que des cadres de l'Office du Niger.

Les travaux de réhabilitation qui doivent durer 8 mois hors saison des pluies, vont permettre de doubler la production dans cette zone pour la faire passer de 3 à 6 tonnes par ha et ainsi lutter efficacement contre la pauvreté et progresser vers la sécurité alimentaire. La population bénéficiaire est estimée à environ 2 000 personnes gérant 252 exploitations agricoles.

Ce projet va être bénéfique à deux principaux villages : Kossouka et Riziam (des noms des villages burkinabés transposés par des Voltaiques au Mali à la faveur des aménagements hydroagricoles en zone Office du Niger).

Le chef du village de Riziam, Barthélémy Ouedraogo et le maire de Kolongo, Samba Doua Yattara, ont vivement remercié la direction de



Sur le chemin du retour, Abdel Karim Konaté et ses invités se sont arrêtés à Markala pour y visiter le pont-barrage

l'Office du Niger pour cette heureuse initiative. Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, lui, a exprimé toute fierté et invité la direction de l'Office du Niger à persévérer dans de telles initiatives qui incitent les Partenaires Techniques et Financiers à venir en appui.

« Doubler la production par hectare de façon générale contribuera à l'épanouissement et à la croissance économique dans la zone tout en luttant contre la pauvreté », a-t-il commenté à l'issue de la cérémonie. Avant de poursuivre avec enthousiasme : « L'initiative de l'Office du Niger d'aménager 700 ha sur ressources propres constitue un immense motif de fierté. Car, il s'agit là d'une sorte d'autonomisation de la prise en charge de nos problèmes par nos propres structures et nos propres techniciens. Ma visite a pour

but non seulement de donner le premier coup de pioche symbolique, mais aussi de préparer la campagne agricole 2021-2022 afin de prendre toutes les dispositions pour garantir satisfaction dans la mise à disposition des engrais et la mobilisation de l'encadrement technique nécessaire. Nous allons recenser toutes ces dispositions et voir ce qu'il faut faire dans les meilleurs délais ».

Sur le chemin de retour, le Président directeur général de l'Office du Niger et ses hôtes du jour se sont arrêtés à Markala. Abdel Karim Konaté et ses invités ont ainsi pu visiter le pont-barrage de Markala, l'ouvrage capital qui constitue la porte d'entrée de l'Office du Niger, avant de reprendre la route pour Ségou.

Source : SCOM/ON

# Remise officielle d'équipements de machinisme agricole : UNE AGRICULTURE QUI ASPIRE À ÊTRE MODERNE, DURABLE ET COMPÉTITIVE

Une remise de matériels agricoles aux centres de formation et aux producteurs a eu lieu, ce 4 décembre 2020, à Samanko. L'évènement était présidé par le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Mohamed Ould Mahmoud.

A cette occasion, a été remis un important lot de matériels d'une valeur totale de 650 millions FCFA, composé de 8 tracteurs, 5 mini-tracteurs, 26 motoculteurs accompagnés d'un ensemble d'outils et accessoires tractés, 9 faucheuses automotrices, 5 batteuses, 20 décortiqueuses, 10 trieuses, 3 unités de presse à neem pour la production de biopesticides, 180 bino-sarclieuses, 13 pompes solaires et autres petits matériels destinés à renforcer les capacités des acteurs sur les formations pratiques de bonne conduite, d'entretien et de maintenance.

« Nous prenons l'engagement que les équipements seront utilisés à bon escient. Nous accompagnerons les producteurs afin d'aboutir à un « seul monde sans faim », a indiqué Moussa Sow, le représentant des bénéficiaires. Sans l'agriculture, il n'y a pas de développement. Elle est le fondement de toute économie stable, a-t-il souligné.

Le représentant de la délégation de

l'Union Européenne, le partenaire technique et financier, a souligné le potentiel immense dont dispose le Mali pour nourrir sa population et nourrir d'autres. Il a salué les efforts inlassables du ministre Mohamed Ould Mahmoud pour le développement d'une agriculture verte.

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a, pour sa part, souhaité la bienvenue à tous les participants à cette cérémonie de remise d'équipements agricoles destinés aux centres de formation agricole, offices de développement, coopératives de producteurs et artisans ruraux pour la promotion de la mécanisation agricole au Mali.

« Aucun doute que notre agriculture qui aspire à être une agriculture moderne, durable et compétitive, a surtout besoin de mécanisation pour une véritable professionnalisation du secteur agricole. Elle permettra également de rendre les travaux agricoles désormais moins pénibles, respectueux du calendrier agricole et plus attractifs pour les jeunes et les femmes qui seront plus aptes à l'entrepreneuriat agricole », a analysé le ministre. Mohamed Ould Mahmoud a loué les bons résultats du Centre d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire du Mali en collaboration avec les partenaires maliens, qui



L'agriculture a besoin de mécanisation pour une véritable professionnalisation du secteur agricole

s'inscrit dans l'initiative spéciale « Un seul monde sans faim » lancée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) depuis 2014. Il a, à ce propos, réitéré toute sa reconnaissance à l'Allemagne.

A la fin de la cérémonie, les officiels ont procédé à la remise symbolique de matériels aux centres de formation et aux producteurs et à une visite guidée des équipements agricoles.

**Communication Maep**

## Comité des femmes de l'UITA : PROTÉGER LES TRAVAILLEUSES DE L'INFORMEL DE L'IMPACT DE LA COVID-19



Apprendre aux participants comment lutter efficacement contre la covid-19 et être utiles autour d'eux dans le cadre de cette lutte

Dans le cadre de l'exécution de son programme d'activité, le comité des femmes de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes Mali (UITA), a initié une formation de deux jours, les 2 et 3 décembre 2020, dans la salle de

réunion de la Direction de l'Office Riz Ségou (ORS). Cet atelier avait comme thème « l'impact de la pandémie de la covid-19 sur l'emploi : Quelle place pour les travailleuses de l'économie informelle ? ». La session se proposait d'aider à prévenir la pandémie et à faire connaître le RAMU, une assurance maladie dédiée aux travailleurs de l'informel.

L'allocation de bienvenue a été prononcée par Mme Soumaré Aïssétou Camara, Coordinatrice du projet UITA Femmes Mali, en présence de Salif Sangaré, le Directeur général de l'Office RIZ Ségou. D'autres responsables étaient présents, notamment Amadou Abdoulaye Touré, le secrétaire général du SYNAPRO à l'Office du Niger, Soumaila Ballo, le secrétaire général de l'Office Riz, Issa Touré, le secrétaire général de l'Union régionale des travailleurs de Ségou (URTS).

L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA Mali) a engagé cette formation afin d'apprendre aux participants comment lutter efficacement contre la covid-19 et être utiles autour d'eux dans le cadre de cette lutte. La pandémie du covid a, d'ores et déjà, affecté des millions de personnes dans 148 pays, provo-

quant des centaines de milliers de décès. Cette maladie qui s'est déjà transformée en choc pour l'économie et le marché du travail, affecte non seulement l'offre (production de biens et services), mais aussi la demande (consommation et investissement).

La session a permis de faire ressortir une détérioration rapide des perspectives économiques en termes de qualité et de quantité d'emplois. Des réponses politiques rapides et coordonnées doivent absolument être élaborées au niveau national et mondial, avec un leadership multilatéral fort pour limiter les effets sanitaires directs du coronavirus sur les travailleurs et leurs familles ou en atténuant les répercussions économiques indirectes dans l'ensemble de l'économie mondiale.

Des mesures axées sur la demande visant à protéger ceux qui subissent des pertes de revenus en raison de la pandémie ou d'une activité économique réduite sont essentielles pour stimuler l'économie. La protection des revenus atténuée aussi les réticences à révéler une éventuelle infection, en particulier dans les groupes de travailleurs à bas revenus déjà défavorisés. Durant la formation, une sensibilisation a été faite sur les différentes structures et modalités d'assurances notamment l'AMO, la CANAM, l'INPS et le RAMU, Régime d'Assurance Maladie Universelle. Ce dernier est une opportunité pour la couverture maladie des travailleurs de l'économie informelle créée dans le cadre de l'extension de la mise en œuvre de la politique nationale de protection sociale grâce à une couverture maladie étendue à l'ensemble de la population.

Pour rappel, le Régime d'Assurance Maladie Universelle a été initié par la loi n°2018-074 du 31 décembre 2018.

**Assitan K. DIARRA**

## Application des énergies renouvelables dans l'agriculture : UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE OUVRE À SELINGUÉ

Afin d'appuyer le développement local et renforcer les capacités des populations dans le domaine du changement climatique et de l'entreprenariat, le Mali Folkcenter ouvre un centre de formation professionnelle à Selingué pour enseigner les énergies renouvelables et leurs applications dans l'agriculture.

Les potentialités agricoles de Selingué peuvent donc désormais être mises en valeur grâce à ce programme de formation sur l'application des énergies renouvelables dans l'agriculture. Le centre de formation professionnelle de Selingué de Mali Folkcenter enseignera ainsi des techniques d'utilisation des énergies renouvelables dans une localité dotée d'un barrage et constituant une zone d'agriculture et de maraichage par excellence au Mali.

Au lancement des activités de la structure le 16 novembre 2020 à Selingué, le maire de la commune rurale de Baya et le représentant du directeur général de l'ODR ont salué une initiative qui, de leur point de vue, contribuera à l'amélioration des conditions de travail et de vie des jeunes et des femmes maraichères ayant jusque-là des revenus limités. Ils ont remercié les

responsables de Mali Folkcenter dont le centre de formation professionnelle va accroître le savoir des jeunes et des femmes dans le domaine du maraichage et leur apprendre l'utilisation des énergies renouvelables dans l'agriculture.

Bâti au bord du fleuve, le centre de formation professionnelle de Selingué dispose sur le plan logistique de plusieurs salles de formation, d'un centre d'hébergement, d'un laboratoire pour les démonstrations et la compréhension des technologies et d'un centre équipé d'outils informatiques où des personnes peuvent suivre des formations à distance élaborées à Bamako ou dans les universités partenaires comme le Danemark. Au niveau des ressources humaines, témoigne le directeur exécutif de Mali Folkcenter, la structure dispose de nombreux professionnels dotés d'un riche bagage pratique. Ces praticiens affichent plus de 20 ans d'expériences avérées dans le domaine des énergies renouvelables.

Intervenant dans le domaine des énergies renouvelables, du changement climatique et appuyant tout ce qui a trait au développement local, le Mali Folkcenter soutient les populations paysannes dans la formation professionnelle et l'accès au financement et par l'accompagnement des pairs.

**Source: L'Observatoire**

**SÈNÈ KUNAFONI**

Mensuel de l'Office du Niger

**Directeur de Publication :**

Abdel Karim Konaté

**Rédacteur en chef :**

Alassane Diarra

**Rédacteurs :** Moriba Sanogo,

Fanta Djiga, Bamoye Keita,

Moussa N. Coulibaly.

**Adresse :** 106 - Segou-Mali

**Site web :** [www.on-mali.org](http://www.on-mali.org)

**Facebook :** [facebook.com/office-dunigersegou](https://facebook.com/office-dunigersegou)

**Tel :** +223 66 64 65 83

+223 76 64 65 83

**Email :** [dmoris21@gmail.com](mailto:dmoris21@gmail.com)

**Assistance technique :**

Agence Stratégies